

**PLAN DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL POUR
LA MISE EN ŒUVRE DU MECANISME DE L'ACCES ET
DU PARTAGE DES AVANTAGES DECOULANT DE
L'UTILISATION DES RESSOURCES GENETIQUES ET
DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIEES
A MADAGASCAR**



Mai, 2023

Table des matières

1. Contexte de l'élaboration du PDI	1
2. Approche adoptée	1
3. Etat des lieux	3
3.1. Organisation de l'APA à Madagascar	3
3.2. Synthèse des résultats du Diagnostic Organisationnel et Diagnostic Institutionnel du mécanisme APA à Madagascar	3
3.2.1. Axe « métier » (Business)	3
3.2.2. Axe « technologie et information »	4
3.2.3. Axe « Organisation »	4
3.2.4. Axe « Processus et Procédures »	4
3.2.5. Axe « Personnel »	5
4. Plan d'action de développement institutionnel	5
4.1. Principes directeurs	5
4.2. Principes d'action	6
4.4. Résultats attendus	7
4.5. Activités rattachées à chaque résultat, responsables, cibles et échéance	8
5. Arrangement institutionnel de l'APA	18
5.1. Autorité Nationale Compétente	18
5.2. Commission ad'hoc	19
5.3. Points de contrôle	19
5.4. Des acteurs d'appui à intégrer dans la mise en œuvre de l'APA	21
5. Suivi et évaluation de la mise en œuvre du PDI	23

Liste des annexes

Annexe 1 : Liste des personnes interviewées	25
Annexe 2 : Institutions participants aux travaux de groupes à l'atelier national de consultation du 17 mars 2023	27
Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation du PDI, le 24 mai 2023	28

Liste des figures

Figure 1 : Démarche globale de conduite de l'étude	2
Figure 2 : Mécanisme institutionnel pour l'APA Madagascar	22

Liste des abréviations

ABS : Access and Benefits Sharing
AGR : Activités Génératrices de Revenus
ANC : Autorité Nationale Compétente
AP : Aire Protégée
APA : Accès et Partages des Avantages
BTOPP : Business-Technology-Organization-Process-People
CCCA : Conditions Convenues d'un Commun Accord
CDB : Convention sur la Diversité Biologique
CEEF : Cantonnement de l'environnement et des Eaux et Forêts
CIREEF : Circonscription de l'environnement et des Eaux et Forêts
CITES : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CLC : Comité Local de Concertation
COSAP : Comité d'Orientation et de Soutien aux Aires Protégées
CPCC: Consentement Préalable en Connaissances de Cause
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DAF : Direction Administrative et Financière
DAJC : Direction des Affaires Juridiques et Contentieux
DAPRNE : Direction des Aires Protégées, des Ressources Naturelles Renouvelables et des Ecosystèmes
DGGE : Direction Générale de la Gouvernance Environnementale
DREDD: Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
DODI : Diagnostic Organisationnel et Diagnostic Institutionnel
EDBM: Economic Development Board of Madagascar
FEM : Fond Mondial pour l'Environnement
FFOM : Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces
MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEEF : Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts
MGP : Madagascar Green Product
MICC : Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PBC : Protocole Bio Culturel -
PDI : Plan de Développement Institutionnel
RCRG : Registres Communautaires de Ressources Génétiques
RG : Ressources Génétiques
RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises
SCBE : Service de la Conservation de la Biodiversité et des Ecosystèmes
SCCAF : Service de Contrôle, du Contentieux Forestiers et de l'Armement
SGDFNPF : Service de la Gestion des Domaines Forestiers Nationaux et des Patrimoines Forestiers
SVERF: Service de la Valorisation et de l'Exploitation des Ressources Forestières
TEEF : Triage de l'environnement et des Eaux et Forêts
UEBT: Union for Ethical Bio Trade

1. Contexte de l'élaboration du PDI

L'élaboration du Plan de Développement Institutionnel (PDI) s'inscrit dans la composante 2 du projet ABS MADA, dans laquelle les activités s'orientent vers la communication, la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs et parties prenantes.

Le projet ABS MADA est situé dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'Accès et le Partage des Avantages (APA) découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, en partenariat avec le PNUE et avec le financement du FEM (fonds mondial pour l'Environnement) pour une durée de 3 ans (2021 – 2024). L'objectif du projet est de renforcer le cadre national de l'APA et les capacités de tous les acteurs et les parties prenantes pour la mise en œuvre effective de du Protocole de Nagoya, que le Gouvernement de Madagascar a ratifié en 2014.

Par définition, le développement institutionnel est un processus selon lequel un ensemble interinstitutionnel, une administration, un ministère, etc. devient capable d'exécuter son programme de travail. Celui-ci doit aboutir à des résultats volontairement planifiés qui correspondent toujours à des améliorations que l'on souhaite provoquer à plus ou moins brève échéance pour le bénéfice de populations ou d'entités bien identifiées. La capacité institutionnelle d'une organisation est la faculté qu'elle a de remplir son mandat de la façon la plus efficace et économique possible.

Les améliorations escomptées par projet ABS MADA sont définies dans la théorie de changement¹ établie pour le mécanisme APA Madagascar. Le Plan de Développement Institutionnel est ainsi attendu de répondre à la question principale « que faut-il faire exactement si l'on décide d'augmenter la capacité institutionnelle pour atteindre les changements finaux ciblés dans la théorie de changement du mécanisme APA à Madagascar » afin de poursuivre à long terme la conservation et l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, et le partage de manière durable et équitable, des bénéfices qui en découlent.

2. Approche adoptée

L'élaboration du PDI s'est appuyée, durant les différentes étapes de la démarche globale de l'étude, sur un processus de consultation et d'entretiens avec différents acteurs et parties prenantes au mécanisme APA, qui sont de natures différentes et situés à différents niveaux (central, région et terrains). Il s'agit :

- des acteurs relevés et indiqués par les textes réglementaires APA en vigueur, les cadres politique et juridique APA qui viennent d'être établis et en attente de soumission aux instances de décision ;
- les acteurs indiqués par le projet ABS MADA;
- les agents estimés clés qui sont les acteurs intervenants directs dans les procédures relatives à l'APA et les agents ayant des responsabilités spécifiques par rapport aux procédures et mécanisme APA, identifiés avec l'équipe DAPRNE-MEDD ;

¹ Une théorie du changement est une méthode qui explique comment une intervention donnée ou un ensemble d'interventions sont censés conduire à un changement précis sur le plan du développement, grâce à une analyse des liens de cause à effet fondée sur les éléments de preuve existants

- les départements sectoriels en lien, de loin ou de près, avec les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées ;
- les entités du Secteur privé œuvrant dans la gestion et la valorisation de la diversité biologique, entre autres les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées ;
- Les institutions de recherche (Centres nationaux et Enseignements supérieurs) ;
- Les acteurs potentiels assurant des rôles clés dans la mise en œuvre de l'APA (MNP, OSC, ONG, autorités locales, autorités traditionnelles, communautés de base).

La liste des personnes interviewées est jointe à annexe du document (annexe 1).

La réalisation des tâches a été approchée suivant la démarche du diagnostic organisationnel et diagnostic institutionnel (DODI). Ce diagnostic débouche donc directement sur des propositions d'améliorations, et sur une identification précise des avantages, des inconvénients, des risques et des opportunités de la situation actuelle. Pour cela, selon les différentes phases d'étude, deux outils complémentaires ont été mis en œuvre : la grille d'analyse BTOPP et la grille d'analyse SWOT ou FFOM.

La grille d'analyse BTOPP permet de synthétiser et de structurer les lacunes et insuffisances organisationnelles selon les 5 grands axes inhérents à toute organisation : l'axe « métier », l'axe « technologie et information », l'axe « organisation », l'axe « processus » et l'axe « Personnel »

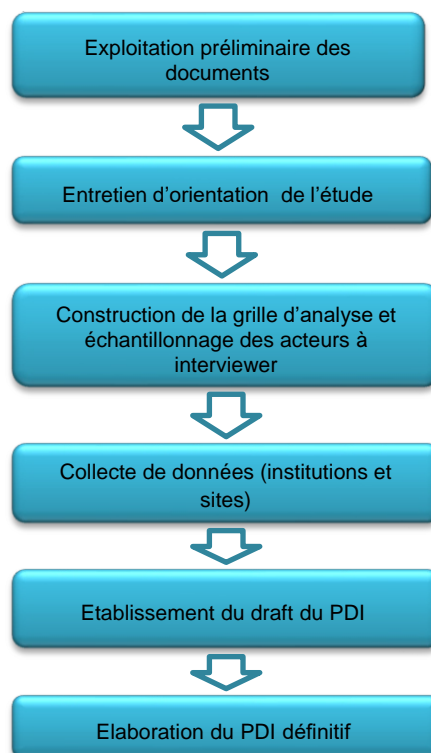


Figure 1 : Démarche globale de conduite de l'étude

La grille d'analyse SWOT (Strengths - Weaknesses - Opportunities - Threats), ou FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) permet de mettre en exergue les Forces et les Faiblesses issues de l'organisation interne ainsi que les Opportunités et les Menaces provenant de son environnement externe.

En outre, la collecte de données et des informations s'est appuyée largement sur un atelier regroupant les représentants des acteurs et des parties prenantes. Cette rencontre a pour objectif de remplir les informations non couvertes par les interviews, à travers les travaux de groupe et les débats entre les participants. La liste des institutions à cet atelier est présentée en annexe (Annexe 2).

3. Etat des lieux

3.1. Organisation de l'APA à Madagascar

Au sens des textes en vigueur, les Bénéficiaires de l'APA sont le département ministériel chargé de la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique et du Protocole de Nagoya, les établissements de recherche publics et privés, y compris les universités partenaires des demandeurs des ressources génétiques, les détenteurs de collections ex situ et/ou tout propriétaire, les populations locales, le gestionnaire du site objet de demande d'accès ou détenteurs des connaissances traditionnelles associées pour lesquels l'accès est accordé, les, ou autres organismes œuvrant dans la conservation de la biodiversité.

Les « Parties prenantes concernées par les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées sont toute personne physique ou morale ayant des droits et obligations dans la gestion des ressources génétiques tels que le Ministère chargé de la mise en œuvre de la convention sur la Biodiversité et du Protocole de Nagoya et les organismes rattachés ainsi que les autres départements ministériels concernés, les collectivités territoriales décentralisées, les populations locales, les détenteurs des connaissances traditionnelles, les opérateurs privés impliqués dans la gestion et la transformation des ressources génétiques, la société civile, les organisations non gouvernementales réputées pour leur intégrité, les intermédiaires, les institutions de recherche, et les partenaires de développement ».

Les régulateurs sont constitués surtout des institutions qui s'occupent des aspects administratifs et scientifiques du mécanisme. Il s'agit des acteurs intervenants directs dans les procédures relatives à l'APA. Ils incluent les institutions de recherche avec qui les utilisateurs de Ressources génétiques (RG) collaborent pour avoir les conventions de recherche, les Directions techniques, les offices de propriété intellectuelle et les branches déconcentrées de l'administration forestière. Ce sont principalement : Autorité Nationale Compétente (ANC), Correspondant National, Commission ad hoc, Points de Contrôle.

Les fournisseurs des ressources génétiques et/ou du savoir traditionnel sont les personnes physiques ou morales, ayant pouvoir sur le site pour y entrer et collecter les ressources, et/ou détentrices des connaissances traditionnelles associées le cas échéant, qui sont concernés par les processus et de documents Consentement Préalable donné en Connaissance de Cause (CPCC) et Conditions Convenues d'un Commun Accord (CCCA).

Le Demandeur / utilisateur est toute personne morale, de droit public ou privé qui accède ou utilise des ressources génétiques, ou qui tire des avantages de leur utilisation y compris les intermédiaires

3.2. Synthèse des résultats du Diagnostic Organisationnel et Diagnostic Institutionnel du mécanisme APA à Madagascar

3.2.1. Axe « métier » (Business)

- Des missions clairement affirmées et instituées par des textes réglementaires en vigueur : elles concernent les intervenants directs (ANC, Correspondant National, Commission ad'hoc), les fournisseurs et les utilisateurs.

- Mais des lacunes et insuffisances dans les missions, fragilisant le mécanisme APA : ellesse rapportent dans la spécification, la compréhension, la maîtrise, le partage et la diffusion, des missions des acteurs intervenant dans le mécanisme APA.

3.2.2. Axe « technologie et information »

- De l'existence de « technologie et information » au sein du mécanisme APA : (i) d'envergure internationale : la CDB et le Protocole de Nagoya, et des documents subséquents élaborés plus tard. (ii) d'envergure nationale : transcriptions à l'échelle du pays des conventions internationales sous forme de cadre juridique et réglementaire APA, assorti des utilitaires qui les accompagnent. (iii) Cadres nationaux et documents sectoriels, en lien avec l'APA. (iv) Au niveau des secteurs : base de données sur les laboratoires (EDBM), Base de données SIGIR, réseaux sociaux permettant de faire connaître les lois et réglementations, base de données spéciales en matière de brevet d'invention et collaboration avec l'office européen des brevets en matière de recherche internationale. (v) Outil en ligne de demandes d'accès et de délivrance de permis opérationnel. (vi) existence de guides, affiches, flyers, etc. pour la gestion et la promotion de la chaîne de valeur de certaines ressources génétiques par des groupements d'organisations. (vii) Au niveau des populations locales, des conventions sociales locales ou « Dina ». (viii) projet ABS-MADA : processus d'élaboration des Protocoles Bioculturels Communautaires (PBC) et des Registres Communautaires de Ressources Génétiques (RCRG).
- Les « Technologies & informations » existantes remarquées par des insuffisances en termes d'existence, de disponibilité, d'accessibilité et d'utilisation, pour tous les personnels du mécanisme APA.
- Des carences flagrantes en « Technologies & informations » essentielles au mécanisme APA : bases de données sur les Ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, ainsi que les bases de données sur les médecines traditionnelles. Inexistence de plate-forme numérique facilitant la communication entre l'ANC et les acteurs de l'APA et aussi d'un logiciel servant à contrôler l'utilisation de RGs.

3.2.3. Axe « Organisation »

- Le cadre institutionnel du mécanisme APA Madagascar stipulé dans le décret APA non suffisamment intégré dans l'organisation du MEDD : (i) faible implication des autres services / directions du MEDD dans le mécanisme APA (exemple : SVERF, SGDFNPF, SCCAF, DAJC, DAF). (ii) MEDD est appelé à travailler de concert avec les autres secteurs dans les cadres institutionnels imposés par les textes réglementaires APA (Commissions ad'hoc), ou doit faire appel aux compétences et expertises des autres secteurs que le MEDD ne possède pas (Points de contrôle)

3.2.4. Axe « Processus et Procédures »

- Existence de procédures couvrant les dispositions majeures de l'APA : les processus mis en œuvre dans le mécanisme APA stipulés dans le décret APA sont assez explicites et couvrent les jalons importants du mécanisme APA
- L'application des procédures spécifiques pose encore des difficultés au niveau du régulateur : Les personnels de l'ANC (DAPRNE et SCBE) intervenants directs sur les procédures APA sont bien rodés aux procédures tant nationales (gestion des espèces de faune et flore sauvage, recherche) qu'internationales (cas de la CITES). Pourtant, les capacités globales de l'ANC ne sont pas encore prouvées pour la conduite et la réalisation

de tous ces processus spécifiques à l'APA, malgré l'existence de « technologie & informations ».

- Inexistence des procédures pour certains processus centraux pour l'APA : exemple : procédures pour l'émission des avis conformes au niveau du Comité Ad 'hoc ; pas encore d'indications claires sur les mécanismes et processus à mettre en œuvre, notamment à l'extérieur, pour le suivi de l'utilisation des RG ou des connaissances traditionnelles.
- Méconnaissance des procédures exactes entraînant des inquiétudes des parties prenantes : ignorance des procédures appliquées sur des points de l'APA jugés cruciaux : Gestion du respect de confidentialité des informations fournies dans les formulaires ; Différence ou complémentarité des démarches plus ou moins similaires (RSE et APA); Procédure d'affectation financière pour le maintien de la biodiversité.

3.2.5. Axe « Personnel »

- Existence des experts nationaux dans le domaine des ressources génétiques : A l'instar de sa richesse en biodiversité, le pays dispose de ressources humaines disposant de connaissances de très haut niveau, reconnues mondialement. L'existence de centres de recherches ou de laboratoires œuvrant sur les ressources génétiques confirme cette assertion.
- Connaissances élevées de l'APA pour les personnes physiques ou morales associées au projet pilote mais très sommaires pour les autres : les personnels de l'ANC (DAPRNE et SCBE) intervenants directs sur les procédures APA ont déjà reçu des formations et renforcement de capacité sur l'APA et semblent bien maîtriser le mécanisme APA. Les partenaires associés au projet pilote ABS-MADA disposent des connaissances de niveau élevé du processus (Communes Rurales, ONGs locales, services techniques décentralisés, gestionnaires des Parcs Nationaux, opérateurs privés des filières et tradipraticiens). Par contre, les connaissances de certains fournisseurs (paysans collecteurs de *Centella asiatica* sur terrain) restent limitées concernant surtout les RG touchées par le mécanisme, l'accès aux avantages qui en découle, les dispositions à prendre avant de se lancer dans l'établissement du CCPC, les droits et obligations y rattachés. Les autres parties prenantes qui n'ont pas bénéficié de cette opportunité ont des connaissances faibles sur l'APA. Ce qui fait que, d'une manière générale, l'accès aux ressources, en dehors des sites pilotes du projet ABS-MADA est mal maîtrisé.
- Capacités humaines non suffisantes, en termes qualitatif et quantitatif, au niveau de l'organe central réglementateur du processus : Certains membres de l'ANC intervenant directement sur l'APA éprouvent des difficultés dans la mise en œuvre du processus

4. Plan d'action de développement institutionnel

4.1. Principes directeurs

Le présent Plan de développement institutionnel (PDI) est élaboré en réponse à un besoin urgent d'élever les capacités disponibles jusqu'au niveau requis pour augmenter la capacité institutionnelle aux fins d'atteindre les changements finaux ciblés dans la théorie de changement du projet ABS-MADA, dans le but de mettre en œuvre le mécanisme APA à Madagascar.

Dans ce sens, le PDI s'aligne et se conforme aux Principes directeurs du projet de politique nationale de l'APA, stipulés dans le Projet de politique APA récemment établi et en attente de soumission aux instances de décision

4.2. Principes d'action

Pour garantir la cohérence entre le PDI et le projet de Politique Nationale APA, les principes énoncés dans ce dernier document sont repris intégralement ici :

- La Souveraineté nationale permettant d'organiser les modalités pratiques de l'accès et du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.
- Le respect des valeurs culturelles locales tenant compte des relations étroites entre les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées et du bien-être économique, social et spirituel des communautés locales qui les détiennent.
- La conformité avec les politiques et programmes nationaux : la Politique Nationale APA doit être cohérente avec les orientations globales du pays, avec les objectifs de la Politique Générale de l'Etat (PGE) et les politiques sectorielles pour la mise en œuvre des actions. L'harmonisation et la coordination intersectorielle devront permettre une optimisation et une complémentarité entre tous les responsables et les parties prenantes dans la mise en œuvre de la Politique Nationale.
- L'équité qui consiste à préserver l'équilibre entre toutes les composantes de la Nation, tenant compte de l'aspect genre, notamment dans les actions de partage d'informations, de participation aux différentes étapes de l'accès, dans les partages des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.

4.3. Objectifs du PDI

Les objectifs du PDI s'articulent particulièrement autour de l'orientation stratégique 1 du projet de politique APA « Renforcer et développer les capacités de toutes les parties prenantes au niveau national en matière d'APA ».

Objectif principal :

Contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre du mécanisme APA conformément à la CDB et au Protocole de Nagoya, compte-tenu de la richesse en ressource génétique de Madagascar, attendue de générer des avantages partagés par les utilisateurs aux fins de contribuer au développement socio-économique, notamment au niveau local, et de la conservation et de l'utilisation durable de la Biodiversité.

Objectif spécifiques :

- (1) Proposer des mesures permettant d'améliorer l'organisation des acteurs de régulation du mécanisme APA ;
- (2) Emettre des recommandations pour une meilleure performance des actions opérationnelles des acteurs du mécanisme APA.

4.4. Résultats attendus

-RA1 : Les missions et les attributions des parties prenantes impliquées dans le mécanisme sont connues et la coordination institutionnelle de l'APA est améliorée ;

-RA2 : Les « Technologies » essentielles pour guider la mise en œuvre des opérations techniques et pour mieux gérer les informations et les communications entre les acteurs sont prêtes à être utilisées ;

-RA3 : Les procédures inscrites dans les cadres réglementaires sont traduites en outils simples et sont connues par les acteurs de l'APA ;

-RA4 : Les parties prenantes associées à la mise en œuvre de l'APA disposent des capacités et compétences suffisantes sur les différents outils et procédures de gestion de la filière, et la détermination et capture des avantages issus des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.

-RA5 : Des mesures d'accompagnement renforçant la mise en œuvre effective de l'APA sont exécutées

4.5. Activités rattachées à chaque résultat, responsables, cibles et échéance

Activités	Description	Indicateurs	Responsables	Cibles	Echéances
RA1 : Les missions et les attributions des parties prenantes impliquées dans le mécanisme sont connues et la coordination institutionnelle de l'APA est améliorée					
RA1act.1 : Mettre à la disposition des acteurs intervenants directs les textes essentiels qui encadrent leurs rôles et attributions respectifs	Cette activité vise à ce que chaque acteur intervenant direct au sein du mécanisme APA Madagascar dispose des textes de conventions internationales / protocoles, projet de politique, avant-projet loi et réglementation, encadrent leurs rôles et attributions respectifs pour la réalisation de leur mission dans la mise en œuvre du mécanisme APA. Ces textes doivent être disponibles physiquement, accessibles en permanence et maîtrisés au niveau des acteurs intervenants directs concernés.	Nombre de textes en vigueur disponibles et mis à disposition à chaque intervenant direct au sein du mécanisme APA Madagascar	Projet ABS-MADA	MEDD et autres départements ministériels	Une fois par an, et chaque fois en tant que de besoin
Ra1act 2 : Communiquer le cadre institutionnel en matière d'accès et de partage des avantages : rôles et attributions des parties prenantes dans le mécanisme APA à Madagascar	L'activité consiste à discerner clairement l'arrangement (les rôles et institutionnel attributions de chaque et acteur partie prenante dans le mécanisme APA), sur des actes administratifs associés aux procédures relatives au mécanisme APA. Ces rôles et attributions vont être diffusés largement par la suite.	Les textes spécifiant les rôles et attributions de chaque partie prenante, et des acteurs partenaires sur terrain sont établis et largement partagés.	MEDD DAPRNE DREDD	MEDD, Autres départements ministériels, Secteur privé, Chercheurs, OSC, Communautés locales	- Année 1 PDI

RA1act.3. Renforcer l'intégration du mécanisme APA au sein du MEDD	L'activité consiste à intégrer l'APA au sein du MEDD, en assurant sa liaison avec les activités des autres services / directions concernés.	Organisation matricielle APA Madagascar, incluant organisation APA du MEDD, adoptée par voie de texte réglementaire et/ou d'une Circulaire	Projet ABS-MADA	MEDD (DAPRNE, DEVB, DUCREF, ...)	Année 1 de la mise en œuvre du PDI
RA1act.4. Instituer au sein des Ambassades et Consulats de Madagascar des Points de contrôle.	Cette activité est une explicitation de l'activité A3a.1. en ce qui concerne l'implication du MAE dans l'organisation Madagascar APA.	- Texte réglementaire instituant la désignation et les modalités de fonctionnement des points de contrôle - Nombre de points de contrôle établis à l'extérieur de Madagascar	MAE MEDD DAPRNE	Points de contrôle	Année 2 de la mise en œuvre du PDI
RA1act.5. Instituer au sein des services des douanes des points de contrôle	Au de-là des points de contrôle déjà existants, les points de contrôle au niveau des Douanes, avec l'OMAPI, sont appelés à renforcer les luttes contre les « acquisitions frauduleuses ² », de ressources génétiques. Les points de contrôle des douanes sont pour les contrôles des produits aux frontières, et à l'extérieur en vertu de l'Accord-cadre Pays pour la Protection des Investissements (APPI) auquel Madagascar a adhéré.	- Texte réglementaire instituant la désignation et les modalités de fonctionnement des points de contrôle	MEF MEDD DAPRNE	Services des douanes	Année 2 de la mise en œuvre du PDI

² Acquisition frauduleuse (ou par abus de langage « biopiraterie ») - Acquisition d'une ressource génétique et/ou d'une connaissance traditionnelle associée en violation de la législation nationale d'accès du pays fournisseur, c'est-à-dire sans avoir obtenu une autorisation d'accès et sans avoir établi un contrat de partage des avantages.

Ra2. : Les « Technologies » essentielles pour guider la mise en œuvre des opérations techniques et pour mieux gérer les informations et les communications entre les acteurs sont prêtes à être utilisées					
RA2 act.1 : Mettre à la disposition des directions et services concernés, les outils nécessaires aidant à la mise en œuvre du mécanisme APA	Il s'agit d'identifier et de collecter dans un premier temps, puis dans un second temps, de concevoir et d'éditer de manière à combler les lacunes et répondre aux besoins, et dans un troisième temps, de diffuser auprès des intervenants directs dans le mécanisme APA Madagascar, les guides, manuels, des lignes directrices ou encore des documents de bonnes pratiques de l'extérieur.	Nombre de services / divisions dotés de guides, manuels ou de documents de bonnes pratiques largement reconnues	DAPRNE Projet ABS-MADA	MEDD et autres Départements ministériels	Année 1 de la mise en œuvre du PDI
RA2 act.2 : Mettre en place des bases de données informatiques pour la mise en œuvre de l'APA à Madagascar	L'activité consiste à concevoir et gérer des bases de données sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées	- Nombre de bases de données informatisées opérationnelles ;	DAPRNE	MEDD et autres départements ministériels	Année 2 de la mise en œuvre du PDI

RA2 act3. Etablir une plate-forme en ligne facilitant l'échange entre l'ANC et les acteurs et parties prenantes	Une plate-forme est utile pour mettre rapidement à la disposition des acteurs et parties prenantes des informations nécessaires sur les procédures de l'APA. Aussi, il y a lieu de bien tenir à jour les informations sur l'APA sur le site web du MEDD et de renforcer l'opérationnalisation du centre d'échange sur l'APA	01 plate-forme virtuelle créée fonctionnelle	DAPRNE	Tous les acteurs et parties prenantes	6 mois après le début de la mise en œuvre du PDI
RA2 act4. Concevoir et rendre fonctionnel un logiciel performant pour le suivi des respects des engagements des utilisateurs de RGs	Cet outil sera conçu et utilisé conjointement par l'ANC et les points de contrôle. C'est une sorte de base de données dans laquelle sont intégrées toutes les informations relatives à la mise en œuvre des CCCA par les utilisateurs et l'ANC.	01 logiciel de suivi des engagements créé et fonctionnel	DAPRNE avec l'appui des points de contrôle	ANC Points de contrôle	Année 2 de la mise en œuvre du PDI
RA3 : Les procédures inscrites dans les cadres réglementaires sont traduites en outils simples et sont connues par les acteurs de l'APA					
RA3.act.1 : Appuyer la traduction des procédures en des outils opérationnels permettant de guider les acteurs de différents maillons de la filière Ressources génétiques	L'activité a pour but de traduire en processus / procédures / routines les dispositions des cadres juridiques et réglementaires APA, soit en des outils utilisables pour le mécanisme APA	Procédures élaborées	DAPRNE Projet ABS-MADA	Secteur privé et chercheurs	Année 1 de la mise en œuvre du PDI

RA3 act2 : Renforcer la confection des affiches et des brochures synthétisant les procédures de l'APA et ciblant différents acteurs	Des supports de communication adaptés aux niveaux et appropriés aux besoins des différentes cibles sont élaborés. Ils seront forme d'échange virtuel. intégrés dans la plate	50 affiches conçues, imprimées et affichées 1000 brochures conçues, et distribués imprimées	DAPRNE Projet ABS-MADA	MEDD, autres départements ministériels, Secteur privé, chercheurs, OSC, Communautés locales	Tout au long de la mise en œuvre du PDI
RA3 act.3. Organiser des événementiels de mise à niveau d'information et de sensibilisation	Le but visé est d'organiser des occasions permettant et favorisant des échanges entre les acteurs et parties prenantes au mécanisme APA (vulgarisation des textes, guides et manuels APA, informations sur les responsables impliqués ...)	Au moins 01 événementiel organisé par an 01 atelier pour chaque grand-types d'acteur (régulateurs, fournisseurs, utilisateurs) à différentes échelles géographiques (nationales et locales)	DAPRNE Projet ABS-MADA	MEDD, autres départements ministériels, Secteur privé, chercheurs, OSC, Communautés locales	01 fois chaque année
RA3.act.4. Mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer sur l'APA, en haut lieu : PRM ; Gouvernement ; Parlement (Commission Environnement), Sénat	Le but de l'activité est de conscientiser les décideurs sur l'importance des ressources génétiques pour le pays et de les inciter à prendre rapidement des décisions idoines pour leur valorisation. Pour cela, il y a lieu de : - Elaborer le document de plaidoyer ; - Discuter avec les décideurs ; - Acquérir leur adhésion à la cause APA ; - Faire concrétiser leur engagement à l'APA en adoptant les projets de texte qui leur sont soumis.	- Nombre de séances de plaidoyer effectuées	MEDD OSC	Décideurs politiques	Année 1 de la mise en œuvre du PDI

RA4 : Les parties prenantes associées à la mise en œuvre de l'APA disposent des capacités et compétences suffisantes sur les différents outils et procédures de gestion de la filière, et la détermination et capture des avantages issus des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.

RA4.act.1 : Mener des formations sur l'APA en direction des chercheurs (dans les Universités et centres nationaux de recherches)	Les chercheurs nationaux développent des activités de partenariat avec les des organismes internationaux, dans le domaine de la recherche, à vocation scientifique et/ou commerciale, basée sur des ressources génétiques et/ou des connaissances traditionnelles associées. Les chercheurs nationaux ont des responsabilités sur le respect des procédures APA par leurs partenaires et doivent bénéficier des avantages tirés de l'utilisation des ressources génétiques et/ou des connaissances traditionnelles associées.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de séances de formation organisées dans le cadre de dispositif de partenariat - Nombre d'organismes nationaux formés - Nombre de thèmes de formation abordés - Nombre de lots d'équipements de laboratoire fournis 	DAPRNE Projet ABS-MADA	Enseignants Chercheurs et Chercheurs enseignants	Année 1 de la mise en œuvre du PDI
RA4.act.2 : Renforcer la formation des communautés, fournisseurs de ressources génétiques et des détenteurs des connaissances traditionnelles associées sur l'élaboration des Protocoles Bioculturels Communautaires (PBC) et des Registres Communautaires de Ressources Génétiques (RCRG)	Au regard des résultats probants obtenus dans les sites d'intervention du projet ABS MADA sur ces sujets, il est temps de passer à l'échelle sur d'autres ressources génétiques et connaissances traditionnelles associées, en cours de demande d'accès.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Protocoles Bioculturels Communautaires (PBC) et des Registres Communautaires de Ressources Génétiques (RCRG) 	DAPRNE Projet ABS-MADA	Communautés locales	Toute l'année

RA4.act.3 : Collaborer avec l'OMAPI pour la réalisation des formations et sensibilisations concernant les brevets, les produits de recherches brevetables et non brevetables, au niveau des chercheurs et des centres de recherche nationaux	Il s'agit dans un premier temps de mener des campagnes d'information / sensibilisation sur les tenants et aboutissants de la protection des propriétés intellectuelles, puis dans un second temps d'inciter les détenteurs de ces produits, soit les chercheurs et les centres de recherche nationaux, à protéger leurs biens à travers les systèmes de brevetage relevant du cadre juridique et réglementaire national	Nombre de séances de formation / sensibilisation effectuées auprès des chercheurs et des centres nationaux de recherche	DAPRNE OMAPI Projet ABS-MADA	Enseignants Chercheurs et Chercheurs Enseignants	Toute l'année
RA4 act.4 : Collaborer avec l'OMAPI pour la réalisation des formations et sensibilisations concernant les brevets, les produits de recherches brevetables et non brevetables, au niveau des communautés, fournisseurs des ressources génétiques et des détenteurs des connaissances associées traditionnelles	Il s'agit dans un premier temps de mener des / sensibilisation sur les campagnes d'information tenants et aboutissants de la protection des propriétés intellectuelles, puis dans un second temps d'inciter les détenteurs de ces produits, soit les fournisseurs des ressources génétiques et des détenteurs des connaissances traditionnelles associées à protéger leurs biens à travers les systèmes de brevetage relevant du cadre juridique et réglementaire national. Des supports plus accessibles aux communautés seront à concevoir (audio, vidéo).	Nombre de séances de formation / sensibilisation effectuées auprès des fournisseurs des ressources génétiques et des détenteurs des connaissances associées	DAPRNE OMAPI Projet ABS-MADA	Fournisseurs de RGs et détenteurs de CTa	Année 1 de la mise en œuvre du PDI

RA4.act.5 : Fournir de l'assistance juridique aux communautés, fournisseurs de ressources génétiques et détenteurs des connaissances traditionnelles associées, lors des négociations et conclusion des contrats.	Le but est de prévoir le renforcement de la capacité des fournisseurs sur la potentialité et valorisation adéquate et juste des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, sur les techniques de collecte, d'apprêt et de conditionnement des produits.	Nombre de contrats établis avec l'appui de l'Etat	Groupe de juristes Projet ABS-MADA	Communautés locales – Fournisseurs de RG Détenteurs de CTa	A chaque demande d'accès
RA4.act.6 : Fournir de l'assistance juridique aux chercheurs sur la rédaction et la conclusion de contrats avec les firmes extérieures	Le but est de renforcer la capacité des institutions nationales de recherche à bénéficier des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques par les partenaires extérieurs (transfert de technologie, équipements et matériels, copropriété intellectuelle, ...)	Nombre de contrats établis avec l'appui de l'Etat	Groupe de juristes Projet ABS-MADA	Chercheurs	A chaque demande d'accès
RA4.act.7 : Fournir de l'assistance juridique à l'ANC et à la Commission ad'hoc interministérielle pour les négociations et conclusions des de partage des contrats avantages	Le but est de prévoir le renforcement de la capacité de l'ANC et de la Commission ad'hoc interministérielle sur le choix des termes adéquats et les clauses à mettre dans les contrats de CCCA avec les utilisateurs.	Nombre de contrats établis	Groupe de juristes Projet ABS-MADA	ANC Commission ad'hoc interministérielle	A chaque demande d'accès

RA4.act.8 : Renforcer les capacités et les compétences des personnels des autres départements sectoriels, gestionnaires de Ressources génétiques et de connaissances traditionnelles impliqués dans le mécanisme APA	Il s'agit d'informer et de former les responsables dans les départements ministériels, chargés de la gestion des ressources génétiques (agricoles, animales, aquatiques et halieutiques) et des connaissances traditionnelles (patrimoine immatériel, inclus dans les cultures) sur leurs responsabilités et rôles dans la mise en œuvre du mécanisme APA.	- Nombre de personnel formé sur l'APA dans d'autres départements ministériels - Nombre de personnel ayant des capacités pour la mise en œuvre de l'APA dans d'autres départements ministériels	MEDD	Départements ministériels (MINAE, MPEB, MCC)	A chaque demande d'accès
RA4.act.9 : Renforcer les capacités sur l'utilisation des outils numériques créés	Il s'agit de renforcer la capacité du Personnel, équipe de l'ANC, à gérer les outils numériques développés, sur le mécanisme APA.	01 séance de renforcement des capacités	DAPRNE	Informaticiens au sein de la DAPRNE	Année 2 de la mise en œuvre du PDI
RA4.act.10. Réaliser des séances d'information / formation du secteur privé sur les procédures et mécanismes APA en vigueur, et sur les chaînes de valeur Ressources génétiques, ainsi que sur les standards de bonne gestion de la biodiversité	Ces séances servent à mettre à jour les acteurs du secteur privé sur les cadres politique, juridique et réglementaire en vigueur, ainsi que sur les processus et procédures appliqués sur l'accès, et le partage des avantages sur l'utilisation des ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées dans le pays. Elles servent aussi à partager et à encourager le secteur privé à abonder	Nombre de séances d'information / formation du secteur privé réalisées	DAPRNE Projet ABS-MADA	Secteur privé	Au moins une fois par an

	dans l'utilisation des standards de bonne gestion dans leur activité de valorisation de la biodiversité, et à réaliser la première transformation des ressources génétiques dans le pays				
RA4.act.11 : Renforcer les capacités des autorités administratives locales «fokotany» et de la population locale «fokonolona» en matière d'APA.	L'objectif est de doter à ces entités se trouvant à la base les compétences nécessaires pour qu'elles puissent vraiment s'impliquer efficacement dans le mécanisme APA et par la suite défendre les intérêts de leur territoire. La collaboration avec la plate-forme TAFOMIHAOVO est recommandée pour ce faire	Nombre de séances de renforcement des capacités réalisées	DAPRNE Projet ABS-MADA en collaboration avec TAFOMIHAOVO	Autorités administratives locales Population locale (fokonolona)	Au moins une fois par an
RA5 : Des mesures d'accompagnement renforçant la mise en œuvre effective de l'APA sont exécutées					
RA5.act.1 : Développer des cas concrets d'APA sur des filières pilotes sur la base des bonnes pratiques et enseignements relevés depuis la mise en œuvre du mécanisme APA à Madagascar	L'objectif est de capitaliser et de partager les expériences de mise en œuvre des procédures APA, conformément aux dispositifs du Protocole de Nagoya et de la réglementation nationale en vigueur.	<ul style="list-style-type: none"> - Deux ou plusieurs dossiers APA, soumis et en cours de traitement - Document de capitalisation des expériences - Nombre de destinataires des partages des expériences APA 	DAPRNE Projet ABS-Mada	MEDD, autres départements ministériels, secteur privé, chercheurs, OSC, Communautés locales	Année 1 de la mise en œuvre du PDI

5. Arrangement institutionnel de l'APA

Pour le cas de Madagascar, le cadre institutionnel du mécanisme APA fait intervenir le MEDD et les autres ministères techniques sectoriels. L'arrangement institutionnel à mettre en place dans le mécanisme APA Madagascar doit tenir compte des missions à poursuivre dans le mécanisme APA, et des actes administratifs et scientifiques à développer le long de la chaîne de valeur des ressources génétiques, par les divers acteurs intervenants.

5.1. Autorité Nationale Compétente

Aussi, conformément au décret n°2022-422 du 06 avril 2022 fixant les attributions du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ainsi que l'Organisation Générale de son Ministère, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable est chargé de la conception, de la coordination, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation de la politique de l'Etat en matière d'Environnement et de Développement Durable, sur la base des principes et des dispositions de la Charte de l'Environnement Malagasy et des Conventions Internationales relatives à l'Environnement ratifiées par Madagascar³. Spécifiquement, la Direction des Aires Protégées, des Ressources Naturelles renouvelables et des Ecosystèmes (DAPRNE), de la Direction Générale de la Gouvernance Environnementale (DGGE), est le garant du respect et de la mise en œuvre des Conventions Internationales ratifiées par Madagascar sur la gestion des différents écosystèmes et de la biodiversité, incluant la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et le Protocole de Nagoya.

Le décret n° 2017-066 du 31 janvier 2017 portant réglementation de l'accès et du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, sous-tendu par les dispositions de l'Arrêté n° 19831/2018/MEEF du 21 août 2018, désigne la DAPRNE comme étant l'Autorité Nationale Compétente en charge de la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique et du Protocole de Nagoya. La DAPRNE est ainsi appelée à assurer le leadership, le management général et l'opérationnalisation du mécanisme APA. Elle est unique et reste la seule autorité nationale compétente en ce qui concerne l'APA.

A titre d'illustration et d'indication :

- tout ce qui est en relation avec le domaine ou le patrimoine forestier doit impliquer le Service de la Gestion des Domaines Forestiers Nationaux et des Patrimoines Forestiers (SGDFNPF) / DAPRNE. A titre d'illustration, le SGDFNPF participe au processus d'instruction des demandes d'accès, notamment lors de l'établissement du CPCCC, lorsque les ressources objet de demande d'accès se situe sur le site du domaine privé affecté, du Ministère affectataire qui est le MEDD ;
- l'instruction des dossiers relatives aux huiles essentielles et l'exportation des ressources forestières doivent relever du Service de la Valorisation et de l'Exploitation des Ressources Forestières (SVERF) / DAPRNE ;
- l'instruction des dossiers de recherche doit incomber au Service de la Conservation de la Biodiversité et des Ecosystèmes (SCBE) / DAPRNE;
- l'instruction et l'élaboration des contrats, comprenant les CPCC et les CCCA, notamment les contrats avec les industries pharmaceutiques et les industries

³ Art 2 du décret n°2022-482

cosmétiques, doivent s'appuyer sur les expertises et le savoir-faire du Service de la Législation et des Etudes (SLE) de la Direction des Affaires Juridiques et Contentieux (DAJC) ;

- l'intégration du Directeur Administratif et Financier (DAF) du MEDD est recommandé pour assurer la liaison avec le Ministère chargé des Finances en l'occurrence la Direction du Mécanisme de Financement Durable (DMFD) dans l'objectif de la mise en cohérence du mécanisme financier découlant de l'utilisation des ressources génétiques avec les autres mécanismes de financement similaires ou complémentaires en vigueur.

5.2. Commission ad'hoc

La Commission ad hoc est créée par l'ANC pour l'évaluation technique des demandes d'accès. (art. 7 déc. APA), par voie de texte réglementaire, qui fixe les modalités de son organisation et de son fonctionnement. Sa composition est fonction des ressources objet de demande d'accès, à étudier. Cependant la composition générique pourrait être : (i). un représentant du ministère technique (secteur) concerné ; (ii). un membre de la cellule environnementale concernée par le processus APA ; (iii). un représentant de chaque organisme de recherche œuvrant dans le domaine ; (iv). des représentants des parties prenantes concernées par les ressources objet de demande d'accès. En tous les cas, la commission se veut être inclusive.

Elle donne des avis conformes sur l'aspect technique des demandes d'accès. Les missions, rôles et attributions à confier à la commission ad'hoc pourraient être composées de la combinaison des indications stipulées dans l'article 8 du décret APA et dans l'article 12 de l'avant-projet de loi APA.

Cependant, en l'état actuel des choses – prééminence de l'utilisation des ressources génétiques dans les industries pharmaceutiques et les industries cosmétiques ; recherche de la protection des propriétés intellectuelles -, il serait judicieux de proposer comme membres de la commission ad hoc à intégrer selon les RGs concernées : MEDD ; DGRS / MENSUPRES; Min Santé ; Min Culture ; MCICC ; OMAPI ; un représentant de Centre de recherche national. Lors de l'évaluation technique des demandes d'accès, les représentants évoqués dans la composition générique ci-dessus, rejoindront ces membres permanents, pour l'émission de l'avis de la commission ad hoc.

5.3. Points de contrôle

Les Points de contrôle peuvent être à la fois ou selon les cas des Directions techniques, les offices de propriété intellectuelle, les organismes de recherche. Ils sont pressentis pour : a) Vérifier l'existence du Consentement Préalable donné en Connaissance de Cause ; b) Contrôler l'origine ou la source des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées ; c) S'assurer de l'existence des Conditions Convenues d'un Commun Accord. Dans le nouveau cadre institutionnel, au-delà des charges déjà pressenties, il pourrait être proposé pour les Points de contrôle la réalisation du suivi des ressources génétiques, notamment en ce qui concerne leur transformation et l'utilisation ultérieure des produits issus des dites RG, à l'extérieur du pays (pays destinataires des ressources génétiques).

Actuellement ont été indiqués comme points de contrôle, sans être institués par voie de textes réglementaires :

- Service d'Appui à la Responsabilité Sociétale des Entreprises / Direction d'Appui à la Promotion de l'Economie Verte et Bleue / Direction Générale du Développement Durable du MEDD : *Point de contrôle pour le suivi des activités des opérateurs du secteur privé, dans le domaine de la production, la transformation et l'exportation de ressources génétiques.*
- Direction de l'Unité de Coordination de la Recherche, de l'Education et de la Formation / Organe de Coordination de la Diplomatie Verte et du Partenariat du MEDD : *Point de contrôle pour le suivi des autorisations de recherche émis par le MEDD et des résultats obtenus sur les ressources génétiques collectées sur le territoire de Madagascar.*
- Direction de la Recherche et de l'Innovation / Direction Générale de la Recherche Scientifique MESUPRES: *Point de contrôle pour le suivi des activités de recherche et des résultats obtenus, en matière de recherche et développement sur les ressources génétiques, au niveau des laboratoires des Universités et des Centres Nationaux de recherche et de leurs partenaires extérieurs.*
- Office Malgache de la Propriété Industrielle au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation (MICC) à Madagascar – lot VH 69, Volosarika / Ambanidia, BP 8237, 101.Antananarivo, Tel. (261 20) 22 335 02 / (261 34) 43 152 36, omapi@moov.mg : *Point de contrôle pour le suivi sur les demandes de droits de propriété intellectuelle / industrielle à l'issue de l'exploitation des ressources génétiques de Madagascar, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.*

Avec les nouvelles missions et charges de travail, les services des douanes, l'OMAPI, les ambassades et les consulats de Madagascar à l'étranger, entre autres dans les pays qui sont les destinations des ressources génétiques de Madagascar, pourraient être comptabilisés parmi les Points de contrôle, sur la base des arrangements entre le Gouvernement de Madagascar et ceux de ces pays. S'agissant du service des douanes, il a un rôle très important pour combattre les « acquisitions frauduleuses⁴ », pour les ressources génétiques

Pour le cas du Ministère des Affaires Etrangères, il convient de relever que selon le Décret n° 2022-508 du 13 avril 2022, le MAE dispose du Service des Affaires Environnementales et Maritimes dans la Direction des Relations Multilatérales relevant de la Direction Générale de la Coopération Internationale. La Direction Expansion Economique de la Direction Générale du Partenariat au Développement et du Diaspora, pour sa part, dispose du Service des Organisations Commerciales et Financières Internationales, du Service des Organisations Economiques Internationales Sectorielles, et du Service Prospective, Attractivité et Image de Marque. D'autre part, dans le cadre de la coopération avec les autres pays, notamment bilatérale, des initiatives telles les Commissions mixtes, l'établissement des MOU (Memorandum of Understanding), Protocole d'accord, etc. pourraient être effectuées. De par ses organisations et des initiatives pour la coopération avec les autres pays, le MAE est attendu de jouer des rôles importants dans le mécanisme APA, en particulier dans le suivi de l'utilisation des Ressources génétiques, de l'utilisation des produits issus desdites des avantages ressources génétiques et le captage et le recouvrement convenus, tout en

⁴ Acquisition frauduleuse (ou par abus de langage « biopiraterie ») - Acquisition d'une ressource génétique et/ou d'une connaissance traditionnelle associée en violation de la législation nationale d'accès du pays fournisseur, c'est-à-dire sans avoir obtenu une autorisation d'accès et sans avoir établi un contrat de partage des avantages.

prospectant de nouveaux demandeurs pour les ressources génétiques de Madagascar, en concrétisant l'article 5 – Coopération⁵ -, de la CDB.

D'autre part, les représentations de Madagascar au niveau des pays où elles travaillent respectivement, et qui sont les destinations des ressources génétiques en provenance de Madagascar, devront se faire confier la mission d'effectuer les inventaires et la collecte des mécanismes et procédures existants et appliqués dans ces pays, en ce qui concerne la saisine et la poursuite des violations des clauses convenues dans le cadre de la mise en œuvre de l'APA, et de les communiquer à l'ANC.

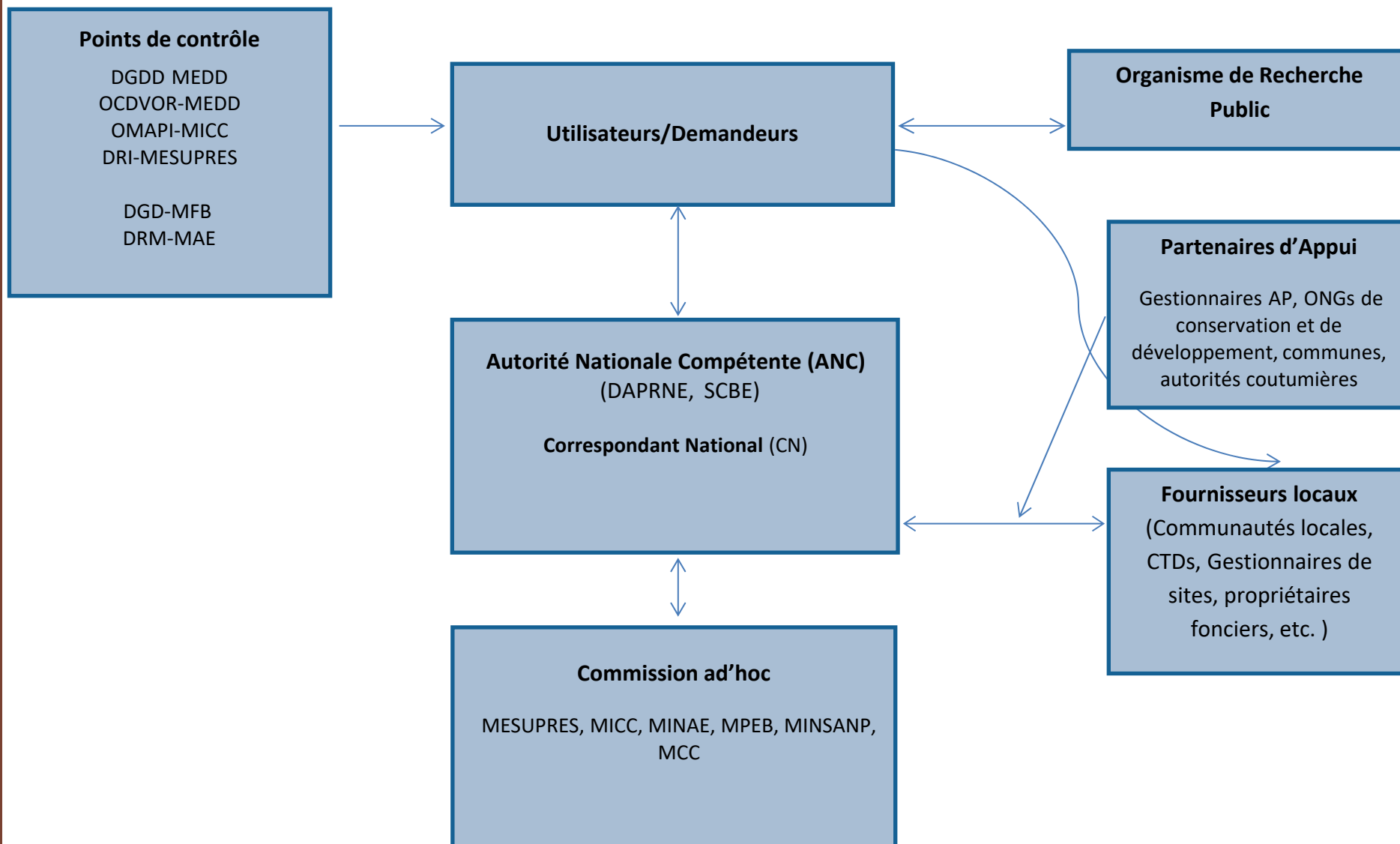
En somme et dans tous les cas, la création, l'organisation et les modalités de fonctionnement de chacun des intervenants dans l'arrangement institutionnel de le mécanisme APA Madagascar doivent être instituées par voie de textes réglementaires.

5.4. Des acteurs d'appui à intégrer dans la mise en œuvre de l'APA

Les expériences acquises dans le cadre du projet ABS-MADA renseignent l'utilité de l'intégration des acteurs d'appui non spécifiés dans le décret APA mais très efficaces surtout pour la mise en œuvre des activités sur terrain. Leurs interventions sont très nécessaires dans la sensibilisation, l'accompagnement socio-organisationnel des groupements de fournisseurs, le renforcement des capacités des acteurs locaux et régionaux, les suivis de réalisation des opérations et le règlement des différends liés à l'utilisation de RG. Inclus dans cette catégorie des acteurs d'appui sont les gestionnaires des aires protégées, les ONGs de développement et de conservation, les Communes, les autorités coutumières, les différentes structures de pilotage régionales ou locales du genre COSAP pour l'orientation de gestion des APs. Les expertises de ces entités prêtent main forte à l'exécution des activités de l'APA surtout dans les sites. Raison pour laquelle, leur intégration dans le mécanisme institutionnel est fortement recommandée.

⁵ Article 5. Coopération : Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, coopère avec d'autres Parties contractantes, directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, dans des domaines ne relevant pas de la juridiction nationale et dans d'autres domaines d'intérêt mutuel, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Figure 2: Mécanisme institutionnel pour l'APA Madagascar



6. Suivi et évaluation de la mise en œuvre du PDI

A partir des indicateurs définis dans la partie 4, a été établi le tableau de bord permettant d'apprécier la progression d'atteinte de ces indicateurs pendant la période d'exécution du PDI fixée à 5 ans (Tableau 1).

(Sem : Semestre)

Résultats attendus	Indicateurs	Sem 2 2023	Sem 1 2024	Sem 2 2024	Sem 1 2025	Sem 2 2025	Sem 1 2026	Sem 2 2026	Sem 1 2027	Sem 2 2027	Sem 1 2028
Résultat attendu global : « La à l'APA et au c o n f o r m i t é de Protocole de N a g o y a améliorée » (défini dans la théorie de changement APA)	Niveau de conformité à l'APA et au Protocole de Nagoya		30%	50%							100%
Résultat attendu 1 : Les missions et les attributions des prenantes dans le mécanisme sont connues et la impliquées parties institutionnelle de l'APA est améliorée	N i v e a u d'augmentation de connaissances des missions et attributions, e x i s t e n c e d'organisation des cadres et institutionnels fonctionnels		30%				60%				100%
Résultat attendu 2 : Les « Technologies » essentielles pour guider la mise en œuvre des opérations techniques et pour mieux gérer les informations et les communications entre les acteurs sont prêtes à être utilisées	Disponibilité de "technologies informations" et a p p r o p r i é e s besoins du aux mécanisme APA		35%				60%				100%

Résultat attendu 3 : Les procédures inscrites dans les cadres réglementaires sont traduites en outils simples et sont connues par les acteurs de l'APA	N i v e a u d'augmentation des connaissances des procédures réglementant les opérations cadrées dans le mécanisme APA	25 %	60%	100%
Résultat attendu 4 : les parties prenantes associées à la mise en œuvre de l'APA disposent des compétences suffisantes	N i v e a u d'augmentation des connaissances des parties p r e n a n t e s associées à l'APA	20%	60%	100%
Résultat attendu 5 : Des mesures d'accompagnement renforçant la mise en œuvre effective de l'APA sont exécutées	Existence d'une filière pilote APA et analyse des chaînes de valeur des produits p h a r e s disponible	40%		100%

Annexe 1 : Liste des personnes interviewées

Nom & Prénoms	Fonction / Institution	Contact
Andriamiarina Faratsianontaniana	Chef de service RSE Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	(+261)34 20 016 19 tsiantan@yahoo.fr Ampandrianomby
Rakotoarinivo Mijoro	Mention Biologie et Ecologie Végétales Faculté des Sciences, Université d'Antananarivo	+261 34 12 103 51 mijoro.rakotoarinivo@univ-antananarivo.mg BP 906, Antananarivo 101, Madagascar
Andrianoelisoa Hanitra	Chef Département Gestion Durable de l'Environnement et des Ressources Forestières FOFIFA	hanitrashn@hotmail.com Ambatobe-Antananarivo
Ramananantoandro Tahiana	Responsable Mention Foresterie et Environnement-ESSA- Université d'Antananarivo	034 13 521 36 ramananantoandro@gmail.com Ankatso
Ravelomanantsoa Rado	Directeur des Affaires Juridiques d'Antananarivo	034 79 098 52 Université radoravelo7@gmail.com Ankatso
Andriamanampisoa Johana	Secrétaire exécutive – Chargée de projets Groupement des Exportateurs d'Huiles essentielles, Extraits et oléorésines de Madagascar (GEHEM)	Tel/WhatsApp : 034 41 751 99 www.gehemgie.com Isoraka
Andriambolanoro Verohanitra	EDBM Investment Manager Direction des Services aux Investisseurs Responsable Développement Durable et Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	034 20 548 66 verohanitra.andriambolanoro@edbm.mg Antaninarenina
Razafintsalama Haja	Directeur de Recherche Associé/ Centre National d'Application des Recherches Pharmaceutiques (CNARP) Directeur de la Recherche et de l'Innovation (DRI) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESupReS)	raverazahaja@gmail.com Tel: 032 04 264 45/ 034 52 766 56 DRI Tsimbazaza
Dr RATOVOSON Haja	Service de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle- Ministère de la Santé Publique	034 71 682 65 Ministère de la Santé Publique Ambohidahy
DAPRNE-MEDD	Equipe de la Direction SCBE	Nanisana

Andrianjara Charles	DG IMRA	<i>Nivonirina F. RAMAMONJISOA</i> Assistante DG Tél: +261 (0) 34 65 418 59 Dr Charles charles.andrianjara@gmail.com Avarabohitra
Rakotosaona Riana	Directeur CNARP	riana54r@gmail.com034 11 694 36
Andriamampionona Denis	Enseignant-chercheur ESSA	034 07 034 27 denisr07@yahoo.fr
Ramanandraitsiory Philippe	Directeur de la Promotion du Partenariat pour le Développement Ministère des Affaires Etrangères (MAE)	philippe.ramanandraitsiory @yahoo.fr Anosy
Razanakolona Rina	Representative in Madagascar Chargée d'évaluation de filières à Madagascar	034 01 042 58 Isoraka
Natolotra Ho Aina	SVERF / MEDD	034 80 712 44 natolotrahoaina@gmail.com
Rafanotsimiva Haharisoa Oby	Chef de service juridique OMAPI	omapi@moov.mg
Randriambinintsoa Emmanuel	Chef CIREEF Moramanga	
Rakotoson	MGP Moramanga (Secteur privé)	
Andriamalala Oliravaka	Vice-PDS CR Andasibe	
Rakotomalala Jean Bruno	Vice-PDS CR Andasibe	034 45 770 29
Rabendalana David Rufin	Président Conseil Communal CR Andasibe	034 31 776 89
Rakotovaloravaka Hanta	Chef Volet Opération MNP Andasibe	
Nasoavina Christin	Président ONG Mitsinjo Andasibe	034 84 346 49
Tahiana	Mitsinjo Andasibe	
Emilienne	ONG Mitsinjo Andasibe	
Radalison Andritiana	Chef Triage Andasibe	034 36 026 34
Andriahajaina Fladouh Mamode	Agent Communautaire ABS	
Lantoarimanana Soa Sabrinah	Agent Communautaire ABS	
Rasoloniaina Léonard	Communautaire ABS Chef Fokontany Ampangalatsary	
4 paysans collecteurs	Antavolobe – Andasibe	
1 Tradipraticien	Andasibe	

Annexe 2 : Institutions participants aux travaux de groupes à l'atelier national de consultation du 17 mars 2023

Groupes	Institutions
Promoteurs et fournisseurs	TAFO MIHAAVO ANTM DEVB/MEDD SVERF/MEDD DDVP/MEDD LABEL CBD Fokontany Ampangalatsary AVG CG OCDVOR/MEDD
Autorité Nationale Compétente	DREDD Analamanga SCBE CIREEFMoramanga ABS Mada
Commission Ad'Hoc et Points de contrôle	DGCI/MICC DA/MPEB DPLMT/MINSANP DAPA/MINAE SECRU/MINAE DUCREF/MEDD CSRSE/MEDD : OMAPI/MICC : DRI/MESUPRES
Utilisateurs (secteurs privés et institutions de recherche)	MBEV Fac Sc SOTRAMEX MFE ESSA IMRA CNRE CNARP MC Fac Sc HOMEOPHARMA BIONEXX

Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation du PDI du 24 mai 2023

Nom & Prénoms	Fonction / Institution	Contact
Ravaliarijaona Solofonantoanina	OMAPI, Service Juridique	034 66 092 62 nantoaninasolofo@gmail.com
Rakotozafinirintsoa Mampiherika Rivotiana	Agent de contrôle forestier SCCAF/DAPRNE	034 05 624 19 rmrivo@gmail.com
Andrianoelisoa Hanitra	Chef Département Gestion Durable de l'Environnement et des Ressources Forestières FOFIFA	hanitrashn@hotmail.com Ambatobe-Antananarivo
Ramananantoandro Tahiana	Responsable Mention Foresterie et Environnement-ESSA-Université d'Antananarivo	034 13 521 36 ramananantoandro@gmail.com Ankatso
Ramanankieferana Andoniaina	DCE/MICC	034 67 772 64 ramanana.ando@gmail.com
Ramorasata Hariniavo Noro	SE - Groupement des Exportateurs d'Huiles essentielles, Extraits et oléorésines de Madagascar (GEHEM)	034 41 751 99 gehemgie@gmail.com
Andriambolanoro Verohanitra	EDBM Investment Manager Direction des Services aux Investisseurs Responsable Développement Durable et Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	034 20 548 66 verohanitra.andriambolanoro@ edbm.mg Antaninarenina
Rasamoelina Jean Claude	ST Tafomihaavo	034 12 274 60 jc.rasamoelina@gmail.com
Rakotonarivo Hery Michel	Responsable Juridique BIONEXX	032 03 024 95
Rakotonirainy Elysé Odon	Chef SCVR/UCREF/OCDVOR/MEDD	034 11 845 07 raelyze@gmail.com
Andrianjara Charles	DG IMRA	034 88 451 56 charles.andrianjara@gmail.com
Rabesahala Gisèle	SOTRAMEX	034 05 080 85
Randriamampianina Niry	Directeur de Production, SOTRAMEX	034 02 773 04
Razanakoto Heliarivelo Nantenaina	ANTM	034 10 830 44 heliariniaina@gmail.com
Andriandrinarivo Joséphin	ANTM	034 71 944 07 andriandrinarivojosephin@ gmail.com
Randriamalala Ihoby Henintsoa	UEBT Madagascar	034 80 349 68 ihoby@uebt.org
Rivoharinantenaina Tsiry Alain Patrick	Responsable SIG et TG/ DREDD Analamanga	034 99 272 74 steflah.tsiry@gmail.com
Ramarojaona Miora Soarimalala	Chargée d'étude SARSE DEVB/DEDD/MEDD	034 04 662 10 mime.akim@gmail.com
Randriambinintsoa Emmanuel	Chef CIREEF Moramanga	034 84 460 05
Rakotoson Nirina Olivier	MGP	034 90 783 83 oliviernirina@hotmail.fr

Rasolomampianina Rado	Chercheur CNRF MESUPRES	034 15 168 06 rasolorado1@gmail.com
Toky Tsitely	Chef de Service DRI, MESUPRES	034 47 180 02 tsitelyt@gmail.com
Randriamparany Benjamin	DRI, MESUPRES	034 25 168 66 randriabenja@gmail.com
Andriamiharantsoa Saholy	SECRU/MINAE	034 17 870 89 saholy.andri@gmail.com
Rabendalana David Rufin	Président Conseil Communal CR Andasibe	034 31 776 89
Razakarivony Andrianambinina	Chef Mention Chimie/UA	andrianambinina.razakarivony@univ-antananarivo.mg
Andrianaivo T. Mampionona	Juriste AVG	034 06 517 28 mampionona@alliancevoaharygasy.org
Randriamahaleo Sahoby	DAPRNE MEDD	sahobyivyrandriamahaleo@yahoo.fr
Narisoa Andoniaina	DAPRNE MEDD	034 05 620 52 andoniaina.narisoa@gmail.com
Rakotonandrasana Stephen	Chercheur CNARP	034 60 779 89
Lantoarimanana Soa Sabrina	Agent Communautaire ABS-MADA	038 45 693 48
Rasoloniaina Léonard	Chef Fokontany Ampangalatsary	034 06 048 49
Toto Jean Etienne	Président VOI Firaikina Iaroka	034 25 645 89
Ramamonjisoa Lolona	PFN APA MEDD	034 39 818 16
Rakotomaniraka Raymonde	RAF Projet ABS-MADA	034 49 790 13
Ravelonjatovo Guy Hervé	AT Projet ABS-MADA	034 98 644 24

**Projet ABS-MADA : « Mise en œuvre effective du Protocole
de Nagoya sur l'Accès et le Partage des Avantages découlant
de l'utilisation des Ressources génétiques et des
connaissances traditionnelles à Madagascar »**

